



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Marché public de fournitures

**REGLEMENT DE CONSULTATION  
RC ECLPN 172****Tiges guides de ressorts récupérateurs pour pistolets SIG SAUER  
Pro 2022 version allemande****Date et heure limites de remise des plis :****28/03/2025 à 12h00**

## Sommaire

<b>Article 1 : Objet du marché public.....</b>	<b>3</b>
1.1. Objet de la consultation.....	3
1.2. Forme du marché public.....	3
1.3. Durée du marché.....	3
1.4. Étendue du marché.....	3
1.5. Dossier de consultation des entreprises (DCE).....	3
1.6. Modifications de détail du dossier de consultation.....	4
<b>Article 2 : Conditions de la consultation.....</b>	<b>4</b>
2.1. Délais de validité des offres.....	4
2.2. Condition de présentation des offres.....	4
2.3. Groupement de candidats.....	4
2.4. Aptitudes et capacités.....	4
<b>Article 3 : Présentation des candidatures et des offres.....</b>	<b>4</b>
3.1. Constitution des plis.....	4
3.2. Modalité de remise des plis.....	5
3.3. Copie de sauvegarde.....	5
3.4. Date limite de réception des plis.....	5
<b>Article 4 : Évaluation des offres.....</b>	<b>5</b>
4.1. Vérification des informations relatives aux offres.....	5
4.2. Vérification de la conformité des offres.....	6
4.3. Classement des offres jugées conformes.....	6
<b>Article 5 : Négociation.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 6 : Obligations du candidat retenu.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 7 : Renseignements complémentaires.....</b>	<b>7</b>

**Article 1 : Objet du marché public****1.1. Objet de la consultation**

Le présent marché public a pour objet l'acquisition de 15000 tiges guides de ressort récupérateur destinées à être montées sur les pistolets SIG SAUER modèle 2022 version allemande en dotation au sein du Ministère de l'Intérieur.

**1.2. Forme du marché public**

Le présent marché public est passé en application du Code de la commande publique, par procédure adaptée en vertu des articles L. 2123-1, R.2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-5, avec publicité adaptée en vertu de l'article R.2131-12 1° du code pré-cité.

Le marché se compose d'un lot unique, en effet, conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

**1.3. Durée du marché**

La durée d'exécution équivaut au délai de fabrication / livraison mentionné par le titulaire dans l'acte d'engagement. Elle ne peut être supérieure au délai maximum mentionnés à l'article 10.2 du CCP.

**1.4. Étendue du marché**

Le marché est passé sans montant minimum et avec un montant maximum de 89 900 € HT.

**1.5. Dossier de consultation des entreprises (DCE)**

Le dossier de consultation des entreprises est disponible et téléchargeable gratuitement sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Il comprend les documents suivants :

- la déclaration de candidature (imprimé DC) ;
- l'acte d'engagement (AE) ;
- le règlement de la consultation ECLPN RC 172 ;
- le cahier des clauses particulières ECLPN CCP 172 ;

*Des pièces d'origine réformées peuvent être mises à disposition des candidats qui en feront la demande par mail à l'adresse : [eclpn-marches@interieur.gouv.fr](mailto:eclpn-marches@interieur.gouv.fr)*

*Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité ne pas honorer une demande jugée « fantaisiste » (par les délais de demande tardifs, quantités, autre).*

Les candidats doivent se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur la plateforme PLACE. Pour toute question, le candidat peut télécharger le guide d'utilisation depuis la rubrique « aide » de la plateforme.

#### 1.6. Modifications de détail du dossier de consultation

Les candidats ont la possibilité de poser des questions jusqu'au septième jour avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les questions sont posées par écrit sur la plate-forme de dématérialisation PLACE.

Les renseignements complémentaires éventuels sont communiqués sept jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, et transmis à l'ensemble des candidats via la plate-forme de dématérialisation PLACE.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard sept jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

### **Article 2 : Conditions de la consultation**

#### 2.1. Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres sur la plateforme dématérialisée PLACE.

#### 2.2. Condition de présentation des offres

Les offres multiples présentées par un même candidat sont interdites. Toute offre doit répondre aux exigences fixées par le CCP ECLPN 172.

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### 2.3. Groupement de candidats

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements.

#### 2.4. Aptitudes et capacités

Les candidats ne doivent entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner à un marché public, prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique. Ils doivent également être en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

### **Article 3 : Présentation des candidatures et des offres**

#### 3.1. Constitution des plis

Les plis sont constitués des pièces suivantes :

- la lettre de candidature ;
- **l'acte d'engagement** complété en totalité et signé par la personne habilitée à engager le candidat ;

- la **fiche technique du produit** ;
- une **présentation de la société** avec **l'expérience du candidat dans le secteur armement** : la liste des principales références de contrats en rapport avec le secteur armement sur les trois dernières années, indiquant les montants, dates et destinataires.

### 3.2. Modalité de remise des plis

Les plis sont transmis sous forme électronique, exclusivement, sur la plateforme dématérialisée PLACE à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les documents sont à présenter de préférence aux formats suivants : .pdf, .doc, .xls, .odt, .ods, .jpg.

Les candidats doivent se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur ce site et pour toute action sur ledit site. Un guide d'utilisation est disponible sur le site dans la rubrique « aide », afin de faciliter le maniement de la plate-forme.

### 3.3. Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent faire parvenir, en plus de leur pli dématérialisé, une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique : clé USB ou CD-Rom. Il s'agit d'une copie à l'identique du pli électronique. Elle est envoyée sous enveloppe cachetée portant les mentions :

**« copie de sauvegarde - Ne pas ouvrir – BMP – ECLPN 172 »**

à l'adresse :

**ECLPN – Bureau des marchés publics – 1 rue Faraday –  
BP81600 – 87 022 LIMOGES Cedex 09.**

### 3.4. Date limite de réception des plis

Les date et heure limites de réception des plis et de la copie de sauvegarde figurent en page de garde du présent règlement de consultation.

Tout pli, parvenus à l'ECLPN après ces date et heure, et ce, quel que soit son mode d'acheminement, ne sera pas examiné. La copie de sauvegarde, parvenue hors délai, sera également éliminée.

## **Article 4 : Évaluation des offres**

### 4.1. Vérification des informations relatives aux offres

Les offres seront analysées avant les candidatures conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du Code de la commande publique.

Si l'acheteur constate que des pièces ou informations dont la production était réclamée au titre de l'offre sont absentes ou incomplètes, conformément à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, il peut demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

Le cas échéant, la régularisation des pièces de l'offre est effectuée dans un délai approprié qui est identique à chaque candidat. Ce délai est plafonné à dix jours.

#### 4.2. Vérification de la conformité des offres

Il est procédé à l'analyse de la conformité de l'offre selon les dispositions des pièces administratives et techniques remises qui doivent être conformes aux dispositions du CCP. Seules les offres jugées conformes sont ensuite analysées et évaluées.

#### 4.3. Classement des offres jugées conformes

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Coefficient de pondération
Prix	80,00 %
Délai de livraison	10,00 %
Expérience dans le secteur armement	10,00 %

Pour le critère prix, le prix total des 15 000 pièces est évalué. La note de chaque candidat est attribuée par application de la formule suivante :

(prix le plus bas / prix du candidat) X coefficient de pondération

Pour le critère délai de livraison, la note de chaque candidat est attribuée par application de la formule :

(délai le plus court / délai du candidat) X coefficient de pondération

Pour le critère expérience dans le secteur armement les candidats spécialisés dans le secteur armement auront une note valorisée.

Les notes obtenues pour chaque critère sont additionnées pour obtenir une note totale /100. Le candidat obtenant la note la plus élevée est classé n°1.

### Article 5 : Négociation

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de recourir à une ou plusieurs phases de négociation avec les candidats. L'attribution du présent marché public peut également être effectuée sur la base des offres initiales sans négociation.

Les modalités de l'entretien de négociation seront communiquées aux candidats via la plateforme PLACE.

### Article 6 : Obligations du candidat retenu

S'il ne les a pas produits dans son offre, le futur attributaire devra fournir dans un délai de 10 jours suivant la demande qui lui en sera faite sur la plateforme PLACE :

- le pouvoir de la personne ayant la capacité de signer le marché public (Kbis, délégation).

- le relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- un extrait Kbis ou tout document équivalent ;
- les attestations et certificats des administrations sociales et fiscales justifiant qu'il a satisfait à ses obligations ;
- son numéro unique d'identification (n°SIREN) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R.2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- tout document qui justifie que le candidat retenu ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché comme le prévoient les articles R.2343-8 à R.2343-10 du Code de la commande publique ;
- en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- les copies d'attestation d'assurance contractée pour l'exercice de l'activité.

À défaut de remise des documents attendus dans le délai imparti, l'offre sera rejetée et le candidat placé en seconde position sera sollicité.

#### **Article 7 : Renseignements complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire ne pouvant faire l'objet d'une question via la plateforme PLACE, les candidats s'adresseront à l'ECLPN – Bureau des marchés publics :

tél : 05 55 10 50 21 ou 05 55 10 50 50 - courriel : [eclpn-marches@interieur.gouv.fr](mailto:eclpn-marches@interieur.gouv.fr)